Comité économique et social européen

TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES ET DIALOGUES CITOYENS: PERSPECTIVES NATIONALES ET EUROPÉENNE

Vers une communauté européenne de l'énergie

14 mai 2013

Déclaration commune

La politique énergétique européenne est un élément majeur pouvant contribuer à la relance de la construction européenne dans le cadre d'un agenda porteur de projets concrets et de bien-être pour ses citoyens.

Dans le contexte d'une plus grande coordination des politiques nationales au niveau européen, telle que prônée à travers la Communauté européenne de l'énergie (CEE), il importe de mettre en place les outils et les mécanismes permettant une réelle association de la société civile à la décision politique.

Concrètement, le CESE et Notre Europe – Institut Jacques Delors proposent un saut qualitatif par l'instauration d'un dialogue européen sur l'énergie (DEE), ouvert, transparent, coordonné et reconnu, au sein des États membres et entre eux. Le CESE et Notre Europe – Institut Jacques Delors recommandent la mise en place à moyen terme des trois initiatives suivantes:

- **Fournir un effort massif d'information et de sensibilisation de la société civile aux enjeux énergétiques**. L'association accrue des citoyens dans des choix de société aussi cruciaux que l'énergie nécessite un effort structurant et régulier d'information et de prise de conscience des enjeux politiques, économiques, industriels et environnementaux. C'est un appel à une citoyenneté active et soucieuse de notre avenir à moyen terme.

- Au-delà du Livre vert «Un cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030», **renforcer les processus de consultation menés par l'UE en amont des propositions législatives et règlementaires, et promouvoir la tenue de débats publics sur l'avenir énergétique dans tous les États membres de l'UE**. Ces débats – à l'instar de celui organisé actuellement en France – doivent être ouverts et conçus dans le but d'alimenter les décisions politiques, tout en s'inscrivant dans une perspective européenne et de long terme.

- **Veiller à ce que la parole des populations consultées soit prise en compte et respectée** suite aux consultations d'envergure locale, nationale ou européenne. Le CESE et Notre Europe – Institut Jacques Delors souhaitent s'engager dans un processus de suivi du respect de cette parole citoyenne. Nous rappelons chacun à ses droits mais aussi à ses devoirs comme

consommateur, comme producteur, et comme membre actif de la démocratie économique et sociale.

L'énergie est un bien commun aux européens. La gouvernance des stratégies énergétiques européennes doit intégrer les enjeux sociétaux et associer pleinement les populations ainsi que les divers acteurs impliqués dans le processus d'élaboration d'une nouvelle politique énergétique européenne à l'horizon 2030. Il en va de leur efficacité et de leur réussite.

Le CESE et Notre Europe – Institut Jacques Delors demandent au Conseil européen de soutenir la mise en place de ces initiatives qui soutiennent les efforts de l'UE afin d'anticiper les débats de société autour de la transition énergétique en Europe. Une décision dans ce sens serait un signal positif et nécessaire lancé en direction de la société civile européenne, démontrant l'importance que le projet européen accorde à ses citoyens à un an des élections européennes de 2014.

Jacques DELORS
Président fondateur
Notre Europe-Institut Jacques Delors

Henri MALOSSE
Président
Comité économique et social européen